



## ARRÊTÉ MUNICIPAL

N° TEAQ 2024- 054  
DU 18 JANVIER 2024

### ARRÊTÉ PROVISOIRE DE MODIFICATION DU STATIONNEMENT AVENUE DU MARÉCHAL LECLERC (ÉVACUATION DE GRAVATS)

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et suivants,

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié relatif à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire),

Vu notre arrêté n° 57 / 2023 en date du 06 novembre 2023 portant délégation de fonctions à Monsieur Benoît Moulinais, Directeur de la Voirie et de L'Éclairage Public au sein de la Direction Générale Adjointe des Transitions Écologiques au Quotidien,

Vu la demande en date du 12 janvier 2024,

Vu le plan de signalisation et le plan de déviation piétons fournis par le demandeur le 15 Janvier 2024,

Considérant que des travaux d'évacuation de gravats au n° 5 avenue du Maréchal Leclerc nécessitent la réglementation du stationnement dans ladite voie,

### ARRÊTONS

#### Article 1<sup>er</sup>

Le MARDI 30 JANVIER 2024, de 08h00 à 16h30, le stationnement est interdit avenue du Maréchal Leclerc, sur quatre emplacements en zone bleue, au droit du n° 7.

#### Article 2

Une benne est autorisée à stationner sur le trottoir avenue du Maréchal Leclerc, au droit du n°5 avenue du Maréchal Leclerc pour l'évacuation de gravats à l'aide de goulottes.

#### Article 3

La circulation des piétons est déviée et sécurisée par l'entreprise chargée des travaux.

#### Article 4

Les panneaux réglementaires de signalisation et le balisage de la circulation piétonne sont mis en place par l'entreprise chargée des travaux et sous sa responsabilité.

Article 5

Les véhicules restés en stationnement gênant sont enlevés par l'entreprise habilitée sur réquisition par les services de Police, en application de l'article R417-10 du Code de la Route.

Article 6

Les panneaux réglementaires d'interdiction de stationner sont mis en place par le demandeur 24 heures avant le début des travaux afin de signaler ces dispositions aux usagers.

Article 7

L'entrepreneur est chargé d'aviser par écrit dans les 24 heures qui suivent la fin du chantier le Commissariat de Police et le Centre de Secours.

Article 8

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de la mise en place de la signalisation qui les portera à la connaissance des usagers.

Article 9

Les intéressés disposent d'un délai de deux mois à compter de la notification pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif, 6 allée de l'Île Gloriette à NANTES 44041 Cedex, contre le présent arrêté. Le Tribunal Administratif de Nantes peut également être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Article 10

Monsieur le directeur général des services de la ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
Le Directeur de la Voirie et de  
L'Éclairage Public,



Benoit MOULINAIS

Affiché le : 19 JAN. 2024

Exécutoire le : 19 JAN. 2024